

CHAPITRE XXIII.—FINANCES PUBLIQUES*

SYNOPSIS

	PAGE		PAGE
SECTION 1. STATISTIQUE COLLECTIVE DES FINANCES DE TOUS LES GOUVERNEMENTS...	1044	Sous-section 2. Statistique des finances fédérales d'après les <i>Comptes publics du Canada</i>	1069
SECTION 2. LA FISCALITÉ AU CANADA.....	1048	Sous-section 3. Recettes fiscales.....	1075
Sous-section 1. Impôts fédéraux.....	1049	SECTION 4. SUBVENTIONS CONDITIONNELLES FÉDÉRALES-PROVINCIALES ET PROGRAMMES CONJOINTS.....	1081
Sous-section 2. Impôts provinciaux.....	1059	SECTION 5. FINANCES PROVINCIALES.....	1088
Sous-section 3. Imposition municipale.....	1064	SECTION 6. FINANCES MUNICIPALES.....	1095
Sous-section 4. Cotisations diverses.....	1064		
SECTION 3. FINANCES FÉDÉRALES.....	1065		
Sous-section 1. Statistique du B.F.S. sur les finances fédérales.....	1065		

On trouvera, à la page viii du présent volume, la signification des signes conventionnels employés dans les tableaux.

La première section de ce chapitre renferme la statistique financière collective des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux. Une analyse de l'incidence de la fiscalité aux trois échelons est présentée à la section 2. De plus amples renseignements à chaque échelon paraissent aux sections 3, 5 et 6. La section 4 renseigne sur la série rapidement multipliée des programmes fédéraux-provinciaux et l'envergure de la participation financière du fédéral à ces programmes.

Section I.—Statistique collective des finances de tous les gouvernements

Recettes et dépenses.—Les tableaux 1 et 2 fournissent, relativement aux gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, pour 1961 et 1962, le détail des recettes collectives par source de revenu, et des dépenses nettes collectives,—ordinaires et de compte-capital,—par fonction. On a établi ces tableaux en déduisant des recettes, et aussi des dépenses, certains montants particuliers, tels que subventions d'appoint, participations d'autres gouvernements relatives à la répartition des charges, recettes des organismes d'État, recettes des institutions et intérêts, primes, escomptes et gains sur le change. Comme toutes les dépenses effectuées au moyen d'emprunts sont comprises, les montants affectés au remboursement de la dette sont exclus afin d'éviter le double emploi.

Certains transferts intergouvernementaux, comme les subventions fédérales aux provinces, sont des allocations inconditionnées. Aussi, ne peuvent-ils faire contrepois à aucune dépense déterminée. Ils figurent séparément aux tableaux 1 et 2 de façon à prévenir le double emploi et à indiquer le total général. Les différences entre les montants indiqués dans les deux tableaux comme transferts intergouvernementaux tiennent à ce que la fin de l'année financière et les méthodes de comptabilité des gouvernements diffèrent.

* Revu, sauf indication contraire, par la Division des finances publiques et des transports, Bureau fédéral de la statistique.